

Suppressions de postes, vrais faux-nouveaux programmes, stigmatisation des élèves en difficulté . . .

Darcos, encore une couche !

POUR LE PRIMAIRE...

Qu'on ne s'y trompe pas, le samedi libéré cache mal une année qui désorganise profondément notre rôle. Repérer, évaluer, diagnostiquer, classer, répertorier, sélectionner... et fichier, voilà désormais le cœur de notre travail. Or, l'école ne se résume pas à enregistrer les performances des élèves en français ou en mathématiques. Raisonner, critiquer, penser, coopérer, s'exprimer, rêver, sont les actions éducatives fondatrices pour accéder à l'autonomie du jugement et de la pensée et à l'épanouissement.

SOUTIEN SCOLAIRE ?

Les processus d'apprentissages ne relèvent pas d'une action « rationnelle ». Ce n'est pas en mangeant plus de maths, plus de français, en petits groupes, comme des petits enfants à qui l'on donnerait la becquée avec un amour et une attention toute maternelle, que l'échec scolaire va reculer. Sauf à se donner bonne conscience... Au contraire, c'est assigner chacun à sa place : « les bons, les sans problèmes, les en difficultés, les désespérants ». Tout cela consigné dans des fichiers qui devront remonter dans les inspections. On nous demande de tracer les parcours scolaires... Nous ne pouvons l'accepter. Apprendre est une prise de décision personnelle et volontaire. Un acte d'émancipation collectif. Pour cela, nous devons penser collectivement notre travail. Nous revendiquons 24h avec les élèves et 3h de concertation.

SUPPRESSIONS DE POSTES ET DISPARITION DES RÉSEAUX D'AIDE

Le travail avec les collègues des réseaux, dont nous n'avons pas épuisé les possibilités qu'il nous offre, est une manière de nous sortir de notre isolement dans les classes... une reconnaissance explicite qu'un travail d'équipe est nécessaire. L'an prochain, si personne ne s'y oppose, nos collègues maîtres E et G seront réaffectés sur des postes classiques. 3000 postes du RASED seront ainsi supprimés. Les Réseaux d'Aide Spécialisés aux Elèves en Difficultés doivent être maintenus, développés...

L'addition s'alourdit, ce seront 6000 postes qui disparaîtront dans le primaire et 7500 dans le secondaire.

EVALUATIONS... NOUVELLES INSPECTIONS... ET NOUVEAUX CHEFS !

Rares sont les niveaux qui échappent maintenant aux évaluations locales, départementales, nationales... Elles serviront à n'en pas douter aux nouvelles inspections, du style : « Vos élèves ont-ils atteint les objectifs fixés ? ». Il serait peut-être enfin temps de les boycotter !

Darcos envisage, pour la rentrée 2009, de créer des EPEP (Etablissements Publics de l'Enseignement Primaire). Ces établissements regrouperaient plusieurs écoles, seraient gérés par un Conseil d'administration où les enseignants seraient minoritaires et les élus municipaux bien représentés. Pire, ces EPEP seraient présidés par un chef d'établissement. L'école a-t-elle besoin d'un nouveau petit chef ?

ENTRAVE AU DROIT DE RÉUNION ET AU DROIT DE GRÈVE

En instituant, pour l'école primaire, un « service minimum d'accueil » les jours de grève (Bulletin Officiel du 21 août 2008), Darcos voudrait bien en finir avec les journées d'actions et surtout les grèves reconductibles.

Conscient que ce service minimum posera quelques problèmes d'organisations pour les mairies chargées de sa mise en place et soucieux d'éradiquer la moindre initiative des personnels de l'éducation, le ministre vient de rappeler que les heures d'informations syndicales (une heure mensuelle) devront se dérouler hors du temps de service. Jamais trop prudent !

L'application de réformes passéistes, sa politique comptable rend Monsieur Darcos inquiet quant aux réactions à venir des travailleurs de l'éducation. Il s'agit de limiter le droit de réunion et le droit de grève. Retour aux fondamentaux du patronat ? C'est surtout un important retour en arrière. Aujourd'hui, Darcos limite le droit de grève dans le primaire pour mieux le faire demain dans toute l'Education Nationale et ailleurs.

POUR LE SECONDAIRE...

LA RÉFORME DES LYCÉES

La mise en application de la nouvelle classe de 2^{nde} est prévue pour la rentrée 2009. Les recteurs ne s'en cachent pas, cette réforme a été préparée dans un contexte budgétaire précis ! C'est sans nul doute la remise en cause des statuts des enseignants et des missions statutaires des équipes éducatives, une redéfinition de tous les enseignements, à la carte et certainement au rabais.

EXPLOSION DE LA CARTE SCOLAIRE

Au collège, la suppression de la carte scolaire a pour effet la ghettoïsation des établissements situés dans les quartiers populaires. Un exemple : au collège Louise Michel de Clichy-sous-Bois (Seine St Denis), 41 dossiers de dérogations ont été déposés pour contourner l'entrée en Sixième, 40 ont été acceptés par l'Inspection d'Académie. Résultats des courses : suppression de classes, disparition de l'option bilingue et une concentration plus forte d'élèves en très grande difficulté dans les classes.

SUPPRESSIONS DE POSTES, PRECARISATION ET DÉGRADATIONS DES ENSEIGNEMENTS

Avec les suppressions de postes (11500 pour la rentrée 2008 et 13500 prévues pour septembre 2009), on ne compte plus les établissements où les effectifs atteignent les plafonds, ce qui engendre des conditions d'étude (en terme d'espace, de matériel et d'aide au travail) toujours plus délicates. Les Etudes Dirigées et les interventions d'Assistants-es Pédagogiques sont alors de bien frêles palliatifs qui servent plus à remettre en cause le statut des personnels (horaires, missions, conditions d'exercice) qu'à aider les élèves.

Autre conséquence : l'augmentation considérable des « compléments de services ». Des collègues qui jonglent chaque jour entre plusieurs établissements. Résultat, il devient impossible de réunir les enseignants pour discuter des élèves ou du travail. Chaque professeur travaille de plus en plus seul et isolé !

Pour les lycées pro, le passage du Bac pro en 3 ans (au lieu de 4) permettra de réaliser encore des économies.

Quant aux heures supplémentaires, contre-partie des postes supprimés, c'est la politique de la carotte financière pour détourner les résistances. Ces HSA en masse a installé dans les établissements des disparités importantes : salaire, temps de travail. Les heures supplémentaires sont distribuées sans aucune transparence, négociées voire imposées par les chefs d'établissement.

Ces pratiques ne font que renforcer des valeurs individualistes, opportunistes et clientélistes, aux antipodes de ce que devrait être l'école : unie, solidaire et collective.

Quant au recours à l'emploi précaire (CAE, CAV, EVS, AED...), il constitue un véritable mépris des travailleurs (salaires, droits...) et une attaque des statuts de la fonction publique. Luttons pour leur titularisation sans condition. A travail égal, salaire égal, statut égal.

UNE GESTION COMPTABLE ET FINANCIÈRE DES ÉTABLISSEMENTS

La gestion des établissements est soumise désormais à la contractualisation. Les élèves et leurs apprentissages ne sont ni au centre des préoccupations ministérielles, ni au cœur des nombreuses réformes. La pédagogie est devenue un gros mot qu'il ne faut prononcer aujourd'hui qu'entre gens « nostalgiques » d'une école d'un autre temps.

LA LUTTE OU L'AGONIE

L'école de l'Etat, inégalitaire, autoritaire et sélective ne nous a jamais satisfaits. Néanmoins, le démantèlement du système éducatif a pris un rythme jamais atteint et renforce cette école du tri social. De la maternelle à l'université, les offensives se multiplient. Cela rend plus urgente la mobilisation de toutes celles et ceux qui, refusant l'individualisme et la compétition, construisent des pratiques coopératives et émancipatrices.

**L'ENSEMBLE DES ORGANISATIONS SYNDICALES, DU PRIMAIRE AU
SECONDAIRE, APPELLE À CETTE JOURNÉE DE GRÈVE.**

IL SERAIT PÉDAGOGIQUE DE LA RECONDUIRE !



Fédération des Travailleurs de l'Éducation

* CNT-FTE - 33, rue des vignoles - 75020 PARIS * Téléphone : 06 26 50 01 36 *

* mail : fede-educ@cnt-f.org * site : <http://www.cnt-f.org/fte/> *